

Déforestation : les autochtones tentent de se faire entendre à Cancun

Info rédaction, publiée le 06 décembre 2010

Déforestation : les autochtones tentent de se faire entendre à Cancun



Jusqu'au 10 décembre, les délégations de 192 Etats sont réunies à Cancun, au Mexique, dans le cadre du sommet sur le changement climatique. Le rôle des forêts étant un facteur clé dans la lutte contre le réchauffement de la planète, un accord visant à les protéger apparait comme indispensable. Premières victimes de la déforestation, les autochtones élèvent la voix, craignant de ne pas être entendus lors des négociations.

Si l'optimisme n'est pas de mise, un an après l'échec du sommet de Copenhague, le mécanisme REDD + (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts), pourrait être l'un des seuls à conduire vers un accord international. Ce système vise à offrir des compensations financières au pays abritant des forêts tropicales, tels que le Brésil, l'Indonésie ou les pays du bassin du Congo. Des compensations pour les encourager à protéger leurs forêts, en adoptant une gestion durable de leur exploitation.

Alors que la déforestation est à l'origine de 20% des émissions gaz à effet de serre, les populations craignent d'être oubliées par ce dispositif, elles qui ne possèdent

légalement que 9% des forêts. Ces peuples redoutent que leurs intérêts vitaux soient ignorés, en se voyant imposer une monoculture dans le cadre du reboisement, ou priver de chasse dans des zones protégées. Certains estiment même qu'ils pourraient être expulsés de leurs terres ancestrales.

Ainsi, chaque matin à **Cancun**, une assemblée de représentants de peuples autochtones, venues d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, se réunit pour tenter de se faire entendre. Ils réclament auprès des délégations de leurs pays, comme de l'Union européenne, l'intégration au sein de REDD+ d'une clause de sauvegarde imposant "*le consentement libre, préalable, et informé*" des communautés autochtones, avant la mise en œuvre d'un plan de lutte contre la déforestation. Ils demandent également que soit joint au texte la déclaration de l'Onu sur les droits des peuples autochtones.

Mais ces demandes sont accueillies avec méfiance au sein des délégations. "*Ce que nous voyons, c'est qu'ils ne veulent pas accepter la Déclaration (de l'Onu) parce qu'elle implique de prendre des engagements auprès de nos communautés, les consulter et les informer de toutes les initiatives au lieu de simplement les leur imposer*", explique Onel Masardule, chef de la communauté kuna du Panama, cité par l'AFP. Les peuples autochtones bénéficient toutefois du soutien de la Bolivie, leur principal allié.